

A g i s s o n s !

le climat change

#12 Mars 2012

Retrouvez la lettre aux élus sur www.onerc.gouv.fr

La lettre **aux élus** de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique



ÉDITO

Paul VERGÈS
Président de l'Onerc

La conférence de Durban, en décembre dernier, a montré la difficulté qu'ont les États pour parvenir à un accord mondial visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, seule alternative pour limiter l'ampleur du réchauffement climatique. Les collectivités doivent donc s'apprêter à faire face aux dérèglements du climat. Dire cela, ce n'est pas faire preuve de catastrophisme.

C'est simplement souligner ce qui est déjà contenu dans des dizaines et des dizaines de rapports.

Nous ne savons pas encore ce que seront les prochains phénomènes météorologiques qui frapperont nos territoires : des inondations, comme celle occasionnée par la tempête Xynthia ? Une nouvelle canicule ? La propagation de maladies ?

Il faut tout envisager et s'y préparer. C'est un chantier immense, où tout est à faire, où tout est à imaginer.

Les élus locaux ont là une lourde responsabilité vis-à-vis de leur territoire et de leur population. L'Onerc, qui a été voulu comme un outil au service des collectivités, est à l'interface entre la science et la décision publique.

Depuis dix ans, il accompagne les élus dans leurs réflexions sur l'adaptation. ●



Avant même l'été, l'eau a commencé à manquer dans de nombreux territoires.

ACTU | 2011 : coup de chaud et de sécheresse sur la France

Les récentes fluctuations de températures et de précipitations relevées en France métropolitaine illustrent parfaitement la variabilité climatique dans un contexte de réchauffement avéré au vu des données sur une longue période.

C'est un record dont notre pays se serait bien passé : 2011 a été l'année la plus chaude sur la France métropolitaine depuis plus d'un siècle. La température moyenne annuelle enregistrée (13,6 °C) a été supérieure de 1,5 °C à la normale climatologique établie sur la période 1971-2000. Tous les mois de l'année ont donc été plus chauds que la normale, à l'exception du mois de juillet, qui s'est distingué comme le plus frais des trente dernières années. En revanche, les périodes de canicule ont été nettement moins marquées qu'en 2003 ou qu'en 2006.

Une année de sécheresse...

2011 se distingue aussi en termes de précipitations. En effet, elle fait partie des années les plus sèches depuis 50 ans avec un déficit de précipitations de l'ordre de 17 % par rapport à la normale. C'est le printemps le plus sec depuis 1959. Cette situation tout à fait exceptionnelle a confronté

de nombreux territoires à d'importants problèmes de gestion de la ressource en eau avant même le début de l'été.

... sauf sur le pourtour méditerranéen

Cependant, la répartition des précipitations observées en 2011 n'est pas homogène sur l'ensemble de la France métropolitaine. Si une très grande partie du territoire a connu un déficit important, le pourtour méditerranéen a, au contraire, reçu un excès de précipitations atteignant +40 % dans certains endroits du Roussillon.

Les projections climatiques nous indiquent que de telles anomalies de températures et de précipitations seront fréquentes à partir de 2050.

en savoir +

http://climat.meteofrance.com/chgt_climat2/bilans_climatiques/archives/2011?page_id=15492



p. 2-3

10 ans d'adaptation /
10 réalisations en région



p. 4
Interview

Serge LEPELTIER
Les avancées de Durban

10 ans d'adaptation / 10 réalisations en région

Les dix ans de l'Onerc nous offrent l'occasion de présenter dix exemples d'adaptation au changement climatique portés par des collectivités, un peu partout en France et dans différents secteurs d'activité. Non exhaustive, cette sélection permet de souligner et de faire partager l'engagement des élus pour adapter les territoires.

1 RHÔNE-ALPES | Guide régional

À la demande de la région, Rhône-Alpes énergie environnement a réalisé, en 2007, le guide *Changement climatique, comment s'adapter en Rhône-Alpes ?*. Cet outil d'alerte et d'éveil propose, en particulier, un test pratique qui permet à chacun de déterminer sa capacité à réagir aujourd'hui, à titre individuel comme à l'échelle de son territoire.

En savoir + : www.raee.org/administration/publis/pop_up_publis/15.pdf

2 AQUITAINE | Sites sensibles

GIP Littoral aquitain a été créé en 2006 pour structurer une approche régionale permettant d'identifier les sites sensibles au risque d'érosion à partir des travaux de l'Observatoire de la côte aquitaine. L'objectif final est de donner les grandes lignes d'une stratégie de gestion du trait de côte à l'échelle du littoral aquitain à horizon 2040 et de produire un guide d'aide à la décision pour les collectivités.

En savoir + : www.littoral-aquitain.fr/spip.php?rubrique20

3 LANGUEDOC-ROUSSILLON / MIDI-PYRÉNÉES / AQUITAINE | Observatoire transnational

L'Observatoire pyrénéen du changement climatique a été créé en 2010 avec le soutien de l'Union européenne. Il regroupe la principauté d'Andorre, les trois régions françaises et les quatre régions espagnoles concernées par le massif. Le principal objectif est de limiter les impacts et de s'adapter aux effets du changement climatique grâce à la définition de stratégies d'adaptation pour les secteurs socio-économiques et les espaces naturels les plus vulnérables.

En savoir + : www.opcc-ctp.org/

4 BOURGOGNE | Sensibilisation régionale

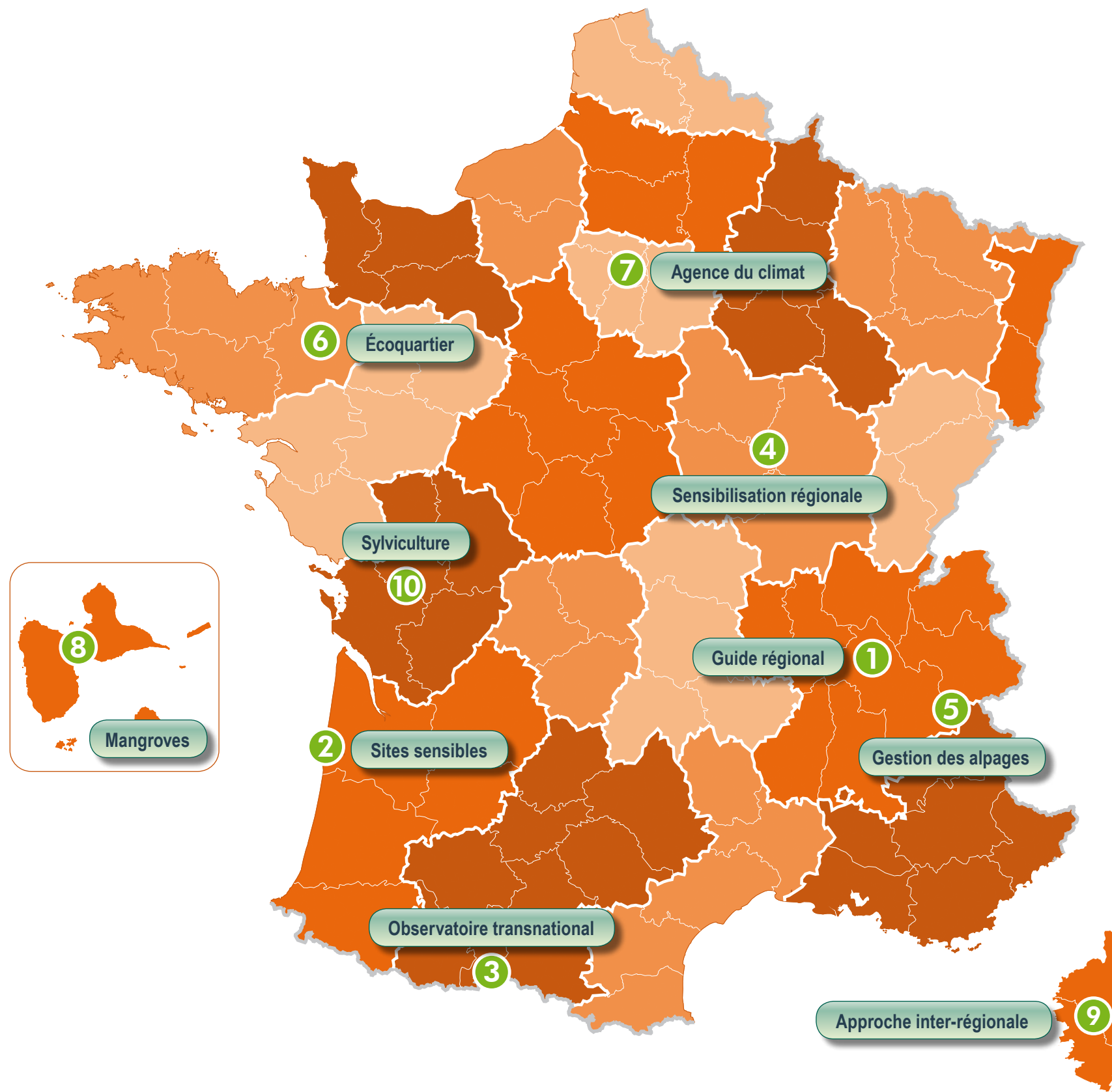
En 2008, l'association Alterre Bourgogne publie un numéro de sa revue *Repères* spécialement dédié à l'adaptation au changement climatique, illustré par de nombreux entretiens d'acteurs locaux.

En savoir + : www.alterre-bourgogne.fr/les-publications/reperes/detail-repere/pub/reperes-n-46-avril-2008.html

5 MASSIF DES ÉCRINS | Gestion des alpages

Un réseau de neuf alpages sentinelles étudie différents paramètres physiques, naturels et humains. Ce dispositif doit permettre de comprendre et d'anticiper l'impact des aléas climatiques sur les alpages du parc national des Écrins.

En savoir + : www.ecrins-parcnational.fr/telechargements/doc_download/316-alpages-sentinelles-un-espace-de-dialogue.html



6 BRETAGNE | Écoquartier

Le quartier de la Courrouze, sur les communes de Rennes et de Saint-Jacques-de-la-Lande, dont les travaux ont débuté en 2008, s'étend sur 89 hectares dont 43 hectares d'espaces verts. L'agence-ment permettra d'éviter le développement de l'effet d'îlot de chaleur urbain dans cette zone qui proposera 4 600 logements et où vivront 10 000 personnes à l'horizon 2020.

En savoir + : www.lacourrouze.fr/

7 ÎLE-DE-FRANCE | Agence du climat

Depuis 2010, l'agence parisienne du climat conseille les propriétaires dans le domaine de l'habitat, avec le soutien de l'Ademe. Avec la mairie de Paris, elle a notamment diffusé une exposition sur le thème + 2°C... *Paris s'invente !* pour figurer la vie de la capitale dans l'hypothèse d'une hausse globale des températures.

En savoir + : www.paris.fr/pratique/environnement/energie-plan-climat/2-c-paris-s-invente-exposition/rub_8411_stand_110896_port_19606

8 GUADELOUPE | Mangroves

Le Conservatoire du littoral s'est rendu propriétaire en 2003 d'un ensemble de 1 280 hectares de mangroves, de forêts marécageuses et de prairies humides en Guadeloupe. Cette acquisition vise à maintenir un service écosystémique sur le littoral des communes de Petit Canal et de Morne-à-l'Eau (côte nord-ouest de Grande Terre).

En savoir + : www.conservatoire-du-littoral.fr/front/process/Content9462.html?rub=8&rubec=79

9 CORSE ET GRAND SUD-EST | Approche interrégionale

En 2008, la Datar a lancé, dans le cadre de la mission d'étude et de développement des coopérations interrégionales et européennes (MEDCIE), une étude sur la vulnérabilité des territoires en regard des changements climatiques des cinq régions du Grand Sud-Est dont la Corse. La phase d'élaboration de pistes d'adaptation a débuté en 2011.

En savoir + : www.paca.developpement-durable.gouv.fr/adaptation-au-changement-r188.html

10 POITOU-CHARENTES | Sylviculture

Face à la fréquence des signalements de dépérissement des chênaies de la zone atlantique, le centre régional de la propriété forestière de Poitou-Charentes participe à une étude, lancée en 2009, visant à identifier les boisements vulnérables au changement climatique et à proposer des pistes d'adaptation pour les professionnels du secteur.

En savoir + : www.crfp-poitou-charentes.fr/-Rechauffement-climatique-.html#projetche

INTERVIEW | Sommet de Durban

Adaptation : les avancées de Durban

Quatre mois après le sommet sur le climat, Serge Lepeltier revient sur les progrès enregistrés à Durban. La France et l'Europe ont obtenu une prolongation du protocole de Kyoto et lancé la communauté internationale sur la voie d'un accord global pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Serge LEPELTIER,
ambassadeur français
en charge des négociations
sur le changement climatique

*C'est une première,
nous allons vers un accord
global engageant
tous les pays.*



La conférence de Durban s'est tenue du 28 novembre au 11 décembre 2011, à un an de l'échéance de la 1^{re} période d'engagement du protocole de Kyoto.

Quelles sont les principaux résultats du sommet ?

Durban a été un moment important pour les négociations sur le changement climatique. Pour la première fois, l'ensemble des pays du monde s'est mis d'accord pour s'engager sur une limitation du réchauffement climatique. Plus concrètement, il y a eu deux avancées majeures. La première, c'est la prolongation du protocole de Kyoto après 2012 (pour les signataires), afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre ; la seconde concerne le lancement de la plateforme de Durban pour aller à terme vers un accord global.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la mise en place du fonds vert ?

Le principe d'un fonds vert a été adopté à Cancun en 2010 pour aider les pays en développement à faire face au réchauffement climatique. Le texte adopté à Durban définit les modalités pratiques pour sa mise en œuvre : nomination du conseil du fonds, qui tiendra sa première réunion courant 2012 ; établissement d'un secrétariat intérimaire ; appel à contributions volontaires des pays. Il faut rappeler qu'une grande partie des financements multilatéraux décidés à Cancun (100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour répondre aux besoins des pays en voie de développement) devront passer par le fonds climatique vert.

Quels seront le rôle et la composition du comité d'adaptation ?

Le rôle de ce comité, dont la création a aussi été décidée à Cancun, est de promouvoir l'adaptation comme un élément du développement durable. Il interviendra auprès des acteurs en tant que facilitateur des projets et des plans nationaux d'adaptation. Il doit se réunir dans les mois qui viennent et définir un programme de travail sur trois ans. Le comité d'adaptation sera composé de seize experts, les sièges étant attribués en fonction de critères géographiques (grandes zones des Nations unies) et économiques (avec une représentation équilibrée entre pays industrialisés et pays en développement). L'Union européenne peut prétendre à trois sièges.

En bref

Projections climatiques

Les données climatiques de référence sur la France métropolitaine, produites par les travaux de régionalisation des projections climatiques dans le cadre de la mission confiée à Jean Jouzel, viennent d'être publiées. Les indices climatiques de température, de canicule, de gel, de vent violent, de sécheresse et de chutes de neige sont calculés avec une résolution de 8 km et différenciés en fonction des saisons.

Ces nouvelles données de référence vont permettre d'affiner la connaissance de la vulnérabilité des territoires et de concevoir les mesures d'adaptation.

En complément, dans les prochains mois, les indices climatiques de référence seront calculés pour chaque région administrative.

www.developpement-durable.gouv.fr/-Le-climat-de-la-France-au-XXIe-.html

Élévation du niveau marin

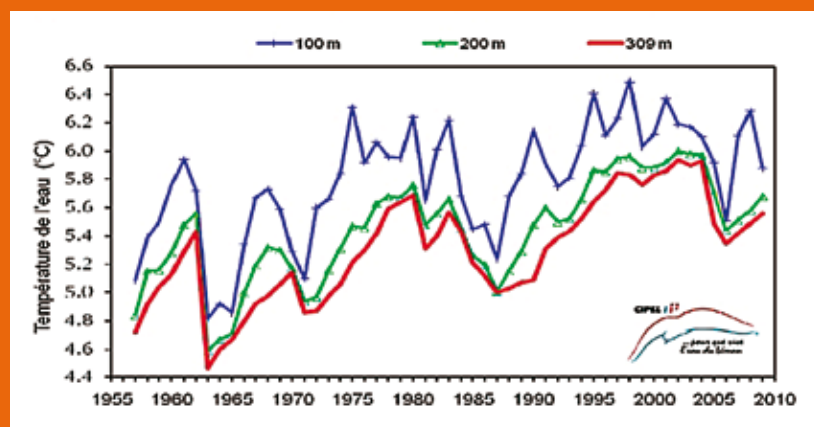
Le rapport de synthèse sur les connaissances scientifiques concernant l'évolution du niveau de la mer en métropole et dans les DOM/COM vient d'être rendu public.

Ce document présente l'état des travaux sur les impacts de l'élévation du niveau marin sur l'érosion, les submersions, les aquifères et les infrastructures.

www.developpement-durable.gouv.fr/-Le-climat-de-la-France-au-XXIe-.html

Indicateur : température des eaux du lac Léman

L'évolution de la température moyenne des eaux du lac Léman montre une tendance à la hausse de l'ordre de 1 °C sur une cinquantaine d'années. Les variations de la courbe de température pour 100 m de profondeur sont plus fréquentes que pour 200 m et 300 m. En effet, la répercussion des fluctuations proches de la surface vers les profondeurs plus importantes nécessite un brassage des eaux.



Source : Commission internationale pour la protection des eaux du Léman.

N'hésitez pas à faire circuler cette lettre d'information !



Le climat change, agissons !

Édité par l'Onerc
Ministère de l'Écologie,
du Développement durable,
des Transports et du Logement
La Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense cedex
onerc@developpement-durable.gouv.fr

Directeur de la publication : Paul Vergès
Rédacteur en chef : Nicolas Bériot
Comité de rédaction : Françoise Abeillou, Vincent Bourcier, Sylvain Mondon, Pauline Morin, Maryline Loquet, Michel Galliot
Rédaction : Maryline Loquet, Anne Baron, Sylvain Mondon, Younous Omarjee, Michel Galliot
Réalisation : MEDDTL/SG/DICOM/DIE
Réf. : DICOM-DGEC/LET/12001 - Mars 2012
Impression : SGA/SPAC/PGT Impressions
Imprimé en France, sur papier certifié écolabel européen
Dépôt légal : mars 2012 - ISSN : 2106-8445
Abonnement courriel à : onerc@developpement-durable.gouv.fr
Consultez les précédentes lettres sur
www.onerc.gouv.fr, rubrique « Publications sur le changement climatique / Lettres de l'Onerc »

Ce numéro de la **Lettre de l'Onerc** a été réalisé en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.